



Communiqué du 9 mars 2012 des élus EELV membres de CLI

**Alors que la vérité se fait jour à Fukushima,
les élus EELV interpellent l'Autorité de Sureté Nucléaire**

Les élus Europe Ecologie les Verts membres de commissions locales d'information (CLI) des installations nucléaires françaises dénoncent les silences des autorités japonaises sur le déroulé de la catastrophe de Fukushima et ses conséquences. Pour autant, les informations déjà vérifiées suffisent à dresser un bilan environnemental et sanitaire dramatique pour les populations. En France, ce bilan constitue un argument supplémentaire pour engager immédiatement une transition énergétique permettant la sortie du nucléaire, mais aussi un renforcement majeur de la sécurité des installations existantes dont l'arrêt et le démantèlement se dérouleront sur plusieurs décennies.

Que s'est-il vraiment passé à Fukushima ?

Aujourd'hui, non seulement les réacteurs ne sont toujours pas sous contrôle et continuent à dégager des composants fortement radioactifs, mais il apparaît que la population a été gravement désinformée. Plus de 500 000 personnes vivent dans des zones fortement contaminées. La ville de Fukushima située à 60 kilomètres de la centrale n'a pas été évacuée. Pourtant les doses de radioactivité que reçoivent les habitants sont telles que les conséquences sur leur santé sont certaines. Quelques jours après l'accident, une première estimation pour la seule zone de Fukushima calculait déjà un risque de plus de 400 000 cancers supplémentaires¹.

Plus grave, plusieurs scientifiques reconnus apportent des éléments qui pourraient remettre en cause certaines explications données par les autorités japonaises et reprises par leurs homologues américains et français :

- Des retombées d'uranium et de plutonium 238 ont été mesurées à des distances de 45 kilomètres des réacteurs de Fukushima ; a priori ces retombées ne peuvent résulter que d'une réaction de « criticité instantanée », désintégration radioactive et explosion d'assemblages d'un cœur de réacteur et/ou de combustibles stockés en piscine².
- La piscine de stockage du combustible située dans le réacteur n°4, qui contenait un cœur de MOX récemment déchargé et 200 tonnes de combustible nucléaire, n'aurait pas été le siège d'une « explosion d'hydrogène », mais d'un incendie avec excursion nucléaire.

Ces informations ont été développées, témoignages et documents à l'appui, dans le documentaire « *Enquête sur une super-catastrophe nucléaire* » (NDR/Arte) diffusé le mardi 6 mars 2012³.

¹ [http://www.next-](http://www.next-up.org/pdf/Chris_Busby_Radiation_Fukushima_et_cancers_417000_cas_prevus_2061_zone_contaminee_200km.pdf)

[up.org/pdf/Chris_Busby_Radiation_Fukushima_et_cancers_417000_cas_prevus_2061_zone_contaminee_200km.pdf](http://www.next-up.org/pdf/Chris_Busby_Radiation_Fukushima_et_cancers_417000_cas_prevus_2061_zone_contaminee_200km.pdf)

² Publication dans la revue de référence scientifique Nature, décembre 2011

³ Documentaire d'ARTE du 6 mars 2012 « Enquête sur une supercatastrophe nucléaire » :

http://videos.arte.tv/fr/videos/enquete_sur_une_supercatastrophe_nucleaire-6439122.html

Les scientifiques interviewés prennent cette hypothèse d'explosions résultant de réactions de criticité comme probable. **Elle entrainerait des conséquences beaucoup plus graves que celles déjà constatées.**

Aujourd'hui, c'est une part très importante du territoire japonais qui est contaminé en « tache de léopard », notamment parce que les particules de type Cesium 134 et 137 sont très volatiles. Les premières séries de mesures validées scientifiquement tendent à confirmer cette pollution radioactive très étendue⁴. Des mesures indépendantes ont montré que des légumes issus de champs cultivés à plusieurs centaines de kilomètres de la centrale sont contaminés. Chaque jour, les 35 millions d'habitants de l'agglomération de Tokyo doivent consommer des aliments potentiellement contaminés et non contrôlés, sauf à exclure tous produits japonais...

L'IRSN, dans le rapport de M. Thierry CHARLES (CEA-IRSN) du 28 février 2012 avance avec précaution, (sans citer les sources qui ne sont en fait que celles de TEPCO), que les piscines des réacteurs n°3 et n°4 seraient en « *état a priori correct (ruptures de gaines ?)* ». L'interrogation de l'IRSN est bien la preuve de son incertitude sur l'état de ces piscines⁵. De même, l'Autorité de sûreté nucléaire (ASN) n'a pas apporté de preuve qu'il n'y ait eu que des « explosions d'hydrogène ».

Le documentaire d'Arte est resté sans aucun commentaire de la part de l'ASN, de l'IRSN, et bien sûr d'AREVA fournisseur du MOX de Fukushima. **Si elles se vérifient, ces informations changeraient la nature de l'accident de Fukushima.** Les faits avancés sont suffisamment graves pour qu'ils exigent des explications sur l'état des connaissances de l'ASN sur les scénarios des explosions de Fukushima et les retombées de plutonium. Raymond Avrillier, militant écologiste spécialiste du nucléaire, avait déjà demandé à l'ASN début avril 2011 de fournir les informations sur les scénarios de criticité instantanée, en particulier des réacteurs 3 et piscine 4, sans réponse à ce jour.

Les élus écologistes membres des Commissions locales d'Information (CLI) auprès des installations nucléaires françaises demandent à l'Autorité de Sûreté Nucléaire (ASN) de faire rapidement la lumière sur ces scénarios en lien avec les autorités japonaises. S'ils se confirmaient, ce serait une grave mise en cause des autorités japonaises mais aussi d'AREVA, très présent à Fukushima.

Ainsi, la catastrophe de Fukushima commence à apparaître comme une « super-catastrophe » d'une technologie et d'un système dont la réalité et les conséquences dramatiques continuent à être cachées par le lobby nucléaire. La gestion de la catastrophe s'est clairement révélée défailante⁶. Et aujourd'hui, le vaste plan de décontamination des sols annoncé par le gouvernement japonais apparaît jour après jour comme une mascarade : il faudrait des dizaines d'années pour dépolluer les 30 millions de m³ de terre et de matériaux contaminés sans solution pérenne de traitement et de stockage⁷.

⁴ http://www.lemonde.fr/japon/article/2012/02/28/un-an-apres-fukushima-la-contamination-est-chronique-et-perenne_1649553_1492975.html

⁵ Présentation de de Thierry Charles, Directeur général adjoint chargé de la sûreté des installations et des systèmes nucléaires à l'IRSN, lors du point presse du 28 février 2012 à Paris : http://www.irsn.fr/FR/base_de_connaissances/Installations_nucleaires/La_surete_Nucleaire/Les-accidents-nucleaires/accident-fukushima-2011/fukushima-1-an/Pages/1-surete.aspx?dId=c08bb96e-cf42-4798-a34b-f647bdd05dea&dwId=ff994e1f-9e94-41b6-ac38-4877daa3b796

⁶ <http://www.latribune.fr/actualites/economie/international/20111202trib000668489/fukushima-tepco-n-a-pas-eu-de-plan-de-gestion-d-accident-.html>

⁷ <http://www.sciencesetavenir.fr/crise-nucleaire-au-japon/20120307.OBS3181/a-fukushima-une-decontamination-a-marche-force.html>

En France, tirons toutes les conséquences de la catastrophe de Fukushima

Nous demandons une nouvelle approche des questions relevant de la sûreté nucléaire des installations françaises. Dès à présent, deux points doivent-êtré totalement revus :

- **Il n'est plus possible de limiter les plans d'intervention et les exercices de sûreté aux seuls périmètres des Plans Particuliers d'Intervention (PPI) de quelques kilomètres autour des centrales.** Après la catastrophe de Tchernobyl, celle de Fukushima vient nous rappeler que la dispersion d'éléments radioactifs n'a pas de frontière. Il est aujourd'hui urgent d'élargir les périmètres des PPI et de travailler sur des scénarios incluant l'éventualité d'évacuation complète des plus grandes agglomérations françaises comme celle de Lyon (à 30 kilomètres de la centrale du Bugey) ou de Bordeaux (à 40 kilomètres de la centrale du Blayais).
- **Il n'est plus possible de travailler sur des scénarios seulement techniques liés principalement aux risques naturels : il faut intégrer le facteur humain.** Dans les scénarios d'accidents majeurs étudiés par l'ASN, ce facteur humain n'est pas suffisamment pris en compte ni dans les causes possibles (défaillance humaine, risque terroriste, ...) ni dans la gestion de crise (c'est-à-dire dans les capacités d'intervention en environnement très dégradé). Les simulations et exercices de sécurité sont totalement insuffisants. Pour se rapprocher d'une situation réelle d'accident, ils doivent changer de nature et d'ampleur : les intervenants extérieurs comme les pompiers ou la gendarmerie ne doivent, par exemple, pas être systématiquement prévenus, ...

A Fukushima, nous savons déjà que les centaines d'intervenants au moment de l'accident ainsi que les 3 000 liquidateurs actuels ont été, et sont encore, exposés à de très fortes radiations, avec des conséquences certaines sur leur santé. Qui en France sera prêt à ce sacrifice en cas d'accident nucléaire ? **Après les catastrophes de Tchernobyl, Three Mile Island et Fukushima, la transition énergétique, la sortie progressive du nucléaire et la sécurisation des installations jusqu'à leur démantèlement définitif, deviennent un impératif de civilisation.**

Les élus Europe Ecologie les Verts membres de CLI auprès des installations nucléaires françaises.